

LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI^e)

Abonnement Trimestriel : France : 10 fr. — Etranger : 15 fr.

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

1^{re} ANNÉE | N° 7 |

15 AOUT 1924

| PRIX : 2 FR.

Où Primo mène l'Espagne

Je ne vous dirai point qui m'a fait ces jours-ci cette confiance : « Nous attendons d'Abd-el Krim le salut de l'Espagne ». C'était un sujet d'Alphonse, évidemment. Il signifiait par là que l'échec marocain, pour peu qu'il fût complet, aurait pour conséquence la délivrance de l'Espagne. Voilà le paradoxe que la politique de Primo de Rivera a rendu logique. Tout ce qui n'est pas militariste, en Castille et ailleurs (ne parlons pas de la Catalogne !) reconnaît la vanité de cette expédition si mal menée.

Impuissants à réagir eux-mêmes, les esprits libres de la Péninsule en sont venus à souhaiter l'échec militaire qui affligerait momentanément leur patrie, c'est vrai, mais qui, du moins, la purgerait de son roi et de son factotum. Pauvre Espagne !

Nous savons que les moyens extrêmes provoquent la réaction des moyens extrêmes. Comme l'écrivait ces jours-ci un journaliste suisse : « La découverte d'une vaste conspiration communiste s'étendant à la fois sur l'Espagne et le Portugal montre que le régime du sabre n'a pas mis fin à l'activité des révolutionnaires, qui sont peut-être plus près que jamais de passer à l'action directe. »

Eh bien, si Primo et Alphonse peuvent continuer encore quelque temps à désorganiser et à désespérer l'Espagne, si la leçon d'Abd El Krim ne suffit pas à précipiter leur chute, voilà le beau travail que nous leur devons.

Un article de Wells

La délivrance d'Unamuno fera plus pour l'Espagne et la Catalogne que toutes les propagandes politiques imaginables. J'ose dire qu'elle met en péril le régime lui-même qui s'est rendu coupable d'un outrage envers la pensée ; proscrire Unamuno, le Roi et le Dictateur le comprendront bientôt, c'a été un défi au monde civilisé ; le temps approche où le monde leur en demandera raison. On sait combien de voix se sont élevées de France pour féter le proscrit délivré. Il est significatif que l'Europe entière ait participé à ces manifestations de libre enthousiasme dont nous avons eu le plaisir de trouver un témoignage nouveau dans un remarquable et récent article de Wells, intitulé : « *La cas d'Unamuno. — La faible république des lettres* », et publié par *The Cape Argus*.

Un grand esprit jugé par un grand esprit : tel aurait pu être le titre de cet article. Mais nous savons ce que pense l'Europe intellectuelle de celui qui espère tant d'un mystique esprit européen. Ce qui nous intéresse particulièrement dans cet article, c'est l'opinion que H.-G. Wells y jette sur Primo de Rivera et sur son monarque. Jamais souverains ni dictateurs n'ont été traités avec une plus méprisante liberté par un écrivain qui ne peut être un adversaire politique intéressé, mais qui emprunte à sa grande autorité universelle toute la majesté d'un juge infaillible. Pourquoi, dit-il en quelque sorte, l'esprit d'une élite devrait demeurer blessé par le sabre d'un général d'opérette ?

Ecoutez Wells :

Le roi Carnaval, avec son grand nez et ses yeux en boules de loto, est le plus réel et le plus naturel de tous les rois humains, parce qu'il est franchement grotesque, parce qu'il est une création vulgaire soulevée par nous et portée sur le pavais. Les rois et les princes, les héros et les chefs « élégants », tels que nous les avons nous soutiennent dans notre lutte contre l'insupportable soupçon que nous manquons de distinction.

Comme tout le monde le sait, le roi d'Espagne a consenti (et peut-être a-t-il été de connivence avec son initiateur) à l'usurpation illégale de son gouvernement par une junte militaire, avec un dictateur de paille, une ombre de Mussolini, Primo de Rivera. C'est un gouvernement mauvais, principalement acharné à supprimer l'opinion publique, et à continuer sans raison une guerre sans fin contre les Maures.

Car, si actuellement les généraux espagnols sont obligés de montrer le derrière de leurs brillants uniformes aux Maures, ils peuvent au moins prendre une éclatante revanche vis-à-vis de l'Espagne. Nul pays n'eût jamais autant besoin de critique publique que l'Espagne des temps présents.

Mais à peine Unamuno eut-il élevé la voix, qu'il fut saisi et envoyé sans jugement aux îles Canaries, loin de ses livres, de ses étudiants, et de tout contact avec les activités humaines. C'est là un acte purement arbitraire. Il n'y a pas même d'acte possible à une pseudo-cour académique. Cet acte est le fait de ce plat imitateur qui cherche à être le Mussolini espagnol. Un imbécile en uniforme a frappé au visage un grand professeur et lui a imposé silence. Jamais, dans les temps récents, pareil attentat ne fut imposé par la violence à la liberté et à l'honneur du monde intellectuel.

Wells s'étonne que les protestations n'aient pas

été plus violentes. Les travailleurs intellectuels, il le déplore, n'ont pas le sentiment de la solidarité. Pourtant, ce sont eux qui ont délivré Unamuno. Eux qui lui ont préparé l'apothéose dont Cherbourg et le Paris républicain nous ont offert le spectacle récent. Nous savons de bonne source qu'Alphonse XIII et Primo se sentent fort morveux de la leçon que leur infligèrent ainsi quelques hommes énergiques. L'article de Wells est un soufflet de plus sur la joue du monarque.

On voudra bien remarquer que Wells ne fait, dans son article, aucune allusion au problème catalan : il parle en défenseur de l'esprit ; nous ne pouvons que nous réjouir d'avoir été, souvent déjà, ici et ailleurs, le soldat de la même cause.

F. JEAN-DESTHIEUX.

POUR QUE LA S. D. N. ait une raison d'être

L'Assemblée de la Société des Nations, réunie le 21 septembre 1922, a émis le vœu « que les Etats qui ne sont pas liés vis-à-vis de la Société des Nations par aucune obligation légale, en ce qui concerne les minorités, observent cependant dans le traitement de leurs minorités de race, de religion ou de langue, au moins le même degré de justice et de tolérance qui est exigé par les Traités et selon l'action permanente du Conseil ».

Ce vœu reste sans aucune efficacité. Le cas de la Catalogne et bien d'autres le prouvent suffisamment.

Pour en finir donc avec la double injustice qui consiste dans le fait que certains Etats soient soumis au contrôle de la Société des Nations en ce qui concerne les minorités, tandis que d'autres ne le sont pas et que certaines minorités aient une voie légale pour faire valoir leurs droits tandis que d'autres n'en ont pas le moyen, il sied de transformer en accord, le vœu du 21 septembre 1922 ; et déclarer que : « Toas les Etats, membres de la Société des Nations auront pour les minorités de leurs territoires, au moins, le même degré de justice et de tolérance qui est exigé par les traités. Le Conseil surveillera l'exécution de cette décision. »

L'accord commercial hispano-allemand

Le directoire militaire a accédé aux prétentions du gouvernement allemand. Les relations commerciales hispano-allemandes sont réglées à partir du 1^{er} août par un *modus vivendi* basé sur un projet de traité qui sera prochainement soumis à l'examen du Conseil de l'Economie nationale. C'est une innovation en matière de négociations douanières qui mérite d'être soulignée. L'Allemagne bénéficiera immédiatement des avantages qui lui seront concédés par un traité qui ne sera pas signé avant l'an prochain, lorsque le Reich aura récupéré sa liberté, après la disparition des clauses économiques du Traité de Versailles. Ces avantages consistent d'abord dans des réductions allant jusqu'à vingt pour cent sur la seconde colonne du tarif espagnol et surtout dans la suppression de tout coefficient pouvant augmenter les droits ; le coefficient appliqué jusqu'à présent aux marchandises provenant de pays à monnaie dépréciée disparaît donc pour l'Allemagne.

Rappelons que le gouvernement allemand avait envoyé en juin dernier un ultimatum au gouvernement espagnol ; Berlin menaçait d'une guerre de tarifs si le coefficient n'était pas supprimé avant le 30 juillet. En trois semaines, le gouvernement allemand a vaincu la résistance du directoire militaire espagnol.

Les travaux réalisés par les Chambres de commerce et d'industrie de la Catalogne et des provinces basques ont établi que les concessions faites à l'Allemagne porteraient un coup mortel aux industries métallurgiques nationales et que les maisons allemandes avaient déjà établi dans les ports francs de la péninsule des stocks qui permettraient de jeter sur le marché espagnol, au lendemain de la mise en vigueur de l'accord, des marchandises à des prix défiant la concurrence nationale et étrangère ; il faut donc s'attendre à ce que les exportations françaises en Espagne subissent prochainement un recul.

Barcelone et la Méditerranée

Arides et désolés, isolés par les sierras, les hauts plateaux de la vieille et de la nouvelle Castille n'ont rien senti des courants européens créés par le XIX^e siècle. Madrid est sans contredit une grande ville, une cité moderne mais on n'y sent pas la vie fiévreuse et agitée d'une métropole... Barcelone, par contre, est une ville cosmopolite. C'est un peu comme Paris : une ville gaie où l'on travaille avec ardeur. Et si les Ramblas regorgent jusqu'au matin de pacifiques promeneurs, on voit dès l'aube la vie, l'animation et le travail reprendre leur cours habituel.

Entre la Catalogne et la Castille et entre la Castille et l'Andalousie il y a de nombreuses différences : d'un côté c'est l'Espagne industrielle et agricole et de l'autre l'Espagne industrielle et commerciale (Catalogne et provinces basques). C'est un peu le contraste qui subsiste encore actuellement entre l'Italie septentrionale et le Midi.

Mais ce qui aggrave ce contraste et en fait un grave élément de perturbation c'est, en plus, la différence de langue et de culture.

La langue que nous appelons communément l'espagnol s'appelle en Espagne le castillan. En face de lui nous trouvons non seulement le catalan, langue néolatine du bassin de la Méditerranée mais encore le basque parlé par un groupe ethnique complètement isolé, le galicien et quelques autres langues qui sont plutôt des dialectes que des langues.

Toutefois, la principale question et l'un des plus graves problèmes du jour est celui de la Catalogne.

C'est, comme on l'a déjà dit, un problème économique et géographique. Barcelone est orientée vers la Méditerranée et forme une partie intégrante de ce système de ports et de leurs hinterland qui s'étendent de Gibraltar à Port-Saïd, de Constantinople à Trieste et d'Alger à Odessa. C'est justement cette situation qui a engendré l'idée d'une république autonome méditerranéenne qui comprendrait la Catalogne et les Baléares ainsi que Valence.

C'est aussi la raison pour laquelle la Catalogne semble se désintéresser complètement des événements du Maroc malgré l'apparente contradiction, de cette attitude. Le Maroc est une entreprise coloniale et militaire mais non commerciale ; les routes des grands trafics internationaux ne passent ni par Melilla ni par Tanger. Or, Barcelone a des relations bien plus importantes avec Buenos-Ayres et Montevideo qu'avec le Maroc espagnol qui intéresse davantage le commerce de l'Andalousie, de Cadix à Malaga.

Mais laissons le problème marocain pour retourner à la question catalane. Nous disions donc que le Catalan se sent tout à fait différent du Castillan auquel il se croit supérieur. Il dit que Barcelone travaille tandis que Madrid se repose ; que Barcelone gagne et que Madrid dépense, que Barcelone est exploitée et volée par Madrid et sa bureaucratie. Et comme si tout cela n'était pas suffisant, dit-il, on veut encore nous empêcher de parler notre langue et on nous tourmente et on nous vexé de toutes les façons.

Même en voyant dans ces reproches l'éternelle rancune de la ville industrielle contre la capitale, fait commun à beaucoup d'autres situations politiques et psychologiques analogues, il reste encore la question de la langue. La résurrection du catalan comme langue littéraire ne date pas de longtemps tandis que les aspirations à l'autonomie sont des plus anciennes et remontent aux temps du comté de Barcelone et de sa glorieuse histoire.

Récemment les Catalans avaient demandé une certaine indépendance administrative vis-à-vis du gouvernement central ; actuellement ils ne s'en contentent plus et ils réclament l'autonomie pure et simple. Aussi la désillusion a-t-elle été grande quand le Directoire actuel leur a refusé l'un et l'autre. On dit que le général de Rivera a été circonvenu par l'ambassade de Madrid et par les cercles militaires. Et c'est un fait que l'armée sur laquelle s'appuie le Directoire est opposée à toute décentralisation ainsi qu'à tout particularisme.

(Le Popolo d'Italia, Milan.)

A. S.

Le commissaire exagère

Les agents du dictateur font ce qu'ils peuvent pour mériter l'impopularité de leur maître. Voici un nouvel épisode de ce brillant effort, par lequel des sous-ordre ont gagné la sympathie du clergé :

Le jour de la fête du Carme, dans la matinée, comme on célébrait la traditionnelle cérémonie religieuse, le recteur et le vicaire de la paroisse étaient à l'entour d'une nonne, le P. Fuster se trouvait seul à la sacristie où il imposait des scapulaires, bénissait des chapelets, etc. Il eut à quitter la sacristie pour se rendre de l'autre côté de l'église ; en passant devant le portail il vit entrer à ce moment deux femmes légèrement vêtues ; il vint à elles en les priant pour l'amour de Dieu, de ne pas entrer dans l'église avec ces vêtements-là. Elles s'en allèrent et le clerc entra dans la sacristie. Mais au bout d'un moment, il était sommé grossièrement par un agent de la police, de le suivre au commissariat qui se trouvait à côté même de l'église. Les femmes en question étaient l'épouse et la fille du propre commissaire de police.

Le religieux se récria, mais il eut tort, car on le prit par son rochet et par l'étole en lui criant de sortir avec sa chasuble !... Pour ne pas faire de scandale et pour éviter d'attirer l'attention des fidèles, il obéit après s'être couvert d'un manteau, et suivit les quatre ou cinq agents qui le frappaient et le bousculaient comme s'il s'agissait d'un gueux.

Au commissariat il trouva les deux femmes ; le commissaire l'insulta, lui donna une gifle, lui cracha au visage, et, pour comble, le fit agenouiller de force aux pieds des dames pour leur demander pardon. Au premier coup, le prêtre tenta de résister et de rendre le coup ; mais tous les présents se jetèrent à son cou et il faillit être étranglé.

En outre, le général gouverneur de la province lui infligea une amende de 500 pesetas, pour abus de pouvoir, d'après ce que dit la presse. Il dénonça les mauvais traitements que, d'après les femmes prétendues offensées, il leur avait infligés. Le gouverneur annonça au pauvre prêtre que si mauvais traitements venaient à être confirmés il irait au bagne. Il a exigé aussi qu'il demande à être relevé de son poste, car le P. Fuster est chapelain de la prison.

A la nouvelle de ces incidents, le chapitre de Gerone s'est réuni et décida d'en informer l'évêque. On a ouvert une enquête au Palais Episcopal. Le recteur de la paroisse a déposé une plainte et on a rédigé une protestation revêtue des signatures de nombreuses personnalités de toute honorabilité.

Le gouverneur militaire a suspendu le *Diario de Gerona* pour avoir rapporté cet attentat à la dignité du prêtre.

Les partis politiques espagnols

Le Dictateur espagnol qui, protégé par son roi, a soumis l'Espagne entière au joug du militarisme, s'est plu à affirmer, à plusieurs reprises, que les anciens et traditionnels partis politiques espagnols avaient vécu. On doit se méfier toujours des affirmations gratuites et par trop intéressées que le Président du Directoire militaire a l'habitude de lancer dans ses nombreux discours, allocutions, manifestes et déclarations, mais cette affirmation-là révélant la mort des anciens partis politiques de son malchanceux pays est peut-être vraie.

Avant le coup d'Etat du 13 septembre, il existait en Espagne deux grands partis dynastiques qui alternaient au pouvoir et réunissaient la majorité des Chambres législatives. C'étaient les deux grands partis historiques, conservateur et libéral. Les chefs de ces deux partis étaient, à l'heure du pronunciamiento militaire, M. Sanchez-Guerra pour le parti conservateur, et le marquis d'Alhucemas, pour le parti libéral. Il y avait bien des chefs de groupe qui avaient été ou qui aspiraient à être présidents du Conseil, tels que MM. Maura et La Cierva parmi les conservateurs et le comte de Romanones et MM. Alba et Melquiades Alvarez parmi les libéraux. Mais, de fait, ces hommes appuyaient ou grossissaient les partis historiques qui étaient au pouvoir ou dans l'opposition, selon les nécessités politiques du moment.

Le parti républicain n'existait que de nom, les quelques députés républicains qui siégeaient au Parlement espagnol s'étant rangés autour de M. Lerroux, l'ancien démagogue des foules ouvrières barcelonaises. Plus existant que le parti républicain est sans doute le parti socialiste qui a, au moins, des chefs reconnus, un programme et une organisation consciente, bien que très peu nombreuse, les masses ouvrières catalanes n'ayant jamais appartenu en bloc à l'organisation socialiste espagnole. Mais ce n'est pas à ces deux partis, le républicain et le socialiste, que le général Primo de Rivera entend faire allusion lorsqu'il proclame que les partis politiques espagnols sont morts, mais bien à ceux qui naguère étaient successivement appelés par le roi au gouvernement de l'Etat.

Il est un autre parti, celui des autonomistes catalans, qui reste en marge des partis espagnols proprement dits, parce qu'il n'a partagé qu'accidentellement et dans une très mince proportion, les responsabilités du pouvoir, et parce qu'il n'existe que sur une partie du territoire de la Péninsule : en Catalogne. Le général Primo de Rivera n'a pas pu faire allusion à ce parti politique, le seul peut-être qui méritait véritablement ce nom, puisqu'il était le seul qui avait reçu toute son autorité et tout son prestige du suffrage du peuple, qu'il avait réussi à purifier dans presque toute la Catalogne. Le Dictateur espagnol a bel et bien affirmé aussi que le séparatisme catalan était mort, tâchant d'anéantir, au passage, la force des autonomistes catalans ; mais si l'on venait à constater que ceux-ci ne sont pas, à l'heure actuelle, aussi nombreux qu'avant le coup d'Etat du 13 septembre, c'est que beaucoup sont nettement passés au camp des purs et simples séparatistes.

Or, les deux grands partis territorialement et historiquement espagnols, le conservateur et le libéral, formés par des groupes parlementaires plus ou moins compacts, ont réellement cessé d'exister parce qu'ils étaient avant tout des partis dynastiques. L'agrément donné par le souverain espagnol au coup de force militaire, qu'Alphonse XIII espérait depuis longtemps dans son désir d'arriver au pouvoir personnel, ce à quoi il aspire de longue date, a profondément vexé les sentiments monarchiques de la plupart des chefs de parti, dont l'œuvre plus ou moins constitutionnelle fut condamnée dès le premier moment par le Dictateur. Quelques-uns de ces chefs ont ouvertement déserté le camp monarchiste ; d'autres, malgré leur filiation conservatrice, ont nettement proclamé qu'ils n'appuieraient aucun gouvernement factieux et qu'ils préféreraient une république constitutionnelle à un monarque absolu.

Donc, c'est vraiment à la fin des partis dynastiques espagnols que nous assistons. Et on ne saurait pas ranger avec ceux-là le parti régionaliste catalan, qui a donné plusieurs ministres aux cabinets espagnols, car en Catalogne, même les régionalistes modérés ne soumettent pas leur patriotisme catalan aux formules politiques. Qu'on se rappelle la fameuse devise de Cambó, le leader des autonomistes catalans : Monarchie ? République ? — La Catalogne !

Ceci dit, et comptant sur le grand prestige qu'ont, en Catalogne, les dirigeants des masses ouvrières, lesquelles ont toujours donné leurs suffrages aux candidats républicains, socialistes ou séparatistes, il est évident que le monarchisme dynastique n'a aucune force dans l'opinion catalane. Le coup d'Etat du général Primo de Rivera, qui n'a prétendu au premier moment, que sauver le prestige de l'armée espagnole, gravement compromis, avec son roi en tête, par ses échecs au Maroc, et sauvegarder la politique personnelle du monarque ; ce coup d'Etat n'a pas eu de plus immédiat résultat que le relâchement des sentiments et des liens monarchiques de la plupart des chefs politiques espagnols. Comme il en est tant d'exemples dans l'histoire des peuples où l'on voit des républiques fondées par d'anciens lieutenants des rois, les anciens monarchistes espagnols commencent à être des républicains malgré eux. Il ne reste donc à Alphonse XIII que Primo de Rivera et ses quelques in-